

31. QUAND VERVIERS ETAIT CAPITALE DE LA REVOLUTION (2005 – 2011)

Ce texte fut sollicité en 2005 par Anne Morelli, professeur à l'ULB, pour un ouvrage collectif de 25 chapitres retraçant l'histoire des rebelles et des subversifs sur le territoire belge depuis le Moyen-Age, qui parut finalement en 2011 aux éditions Couleurs livres (p. 140 à 155) et connut ensuite une édition flamande.

Tirant en 2002 les conclusions d'un ouvrage collectif sur *Le XIX^e siècle verviétois* (1), l'historien Claude Desama, bourgmestre de Verviers, notait que « la question sociale est au centre de la vie de Verviers pendant tout le XIX^e siècle. Dès la Révolution liégeoise avec le Congrès de Polleur et la déclaration des droits de l'Homme et des Citoyens, dès la révolution industrielle avec les mouvements de protestation des ouvriers du textile misérables et exploités, Verviers est un foyer d'agitation sociale. Mais c'est surtout dans les trente dernières années du siècle que le mouvement ouvrier va s'organiser après la phase révolutionnaire où Verviers, boulevard de l'Internationale, est une des figures de proue du mouvement internationaliste lancé par Marx en 1864. Partagé entre les tendances réformistes et révolutionnaires voire anarchistes, le mouvement ouvrier fera son unité (à la fin du siècle) autour de Jean Roggeman et deviendra une force avec laquelle les fabricants devront compter. Au terme de conflits successifs de plus en plus longs et de plus en plus durs, patrons et syndicat aboutissent le 30 octobre 1906 à leur accord historique, la première convention collective de l'histoire sociale belge ».

Le spécialiste de l'histoire de la Révolution liégeoise, Philippe Raxhon, a bien souligné dans sa contribution au même ouvrage sur Verviers que si « la Révolution liégeoise fut une révolution pleinement originale qui s'est intégrée dans un grand mouvement de dimension atlantique dont le phare reste français, Verviers fut à la pointe du combat liégeois dans ce contexte-là », avec tout le pays de l'ancien marquisat de Franchimont : « Si Liège fut la capitale et Verviers la ville de province, ses élites révolutionnaires ont agi sur la première comme un aiguillon, et l'on peut considérer que le mouvement révolutionnaire franchimontois et ses personnalités ont constitué l'aile radicale de la Révolution liégeoise, en développant avec les Liégeois des relations de solidarité ou d'hostilité selon les circonstances ».

Ainsi pourrait-on, sinon trouver un fil conducteur, en tous cas tracer une ligne rouge – symbolisée, place du Martyr à Verviers, par la statue du révolutionnaire Chapuis exécuté le 1^{er} janvier 1794 et la dalle commémorative scellée récemment dans le sol en hommage aux pionniers de l'Internationale – une ligne qui conduirait des seize articles de la Déclaration franchimontoise des Droits de l'Homme adoptés le 16 septembre 1789 (qui énonça des règles démocratiques plus pointues que la Déclaration française dont elle s'inspirait) aux vingt paragraphes de la première convention collective conclue en Belgique, cent dix-sept ans plus tard, le 30 octobre 1906.

Témoignant de la position avancée que la cité lainière occupait à bien des égards au XIX^e siècle, cette longue histoire politique et sociale verviétoise (dont j'ai analysé de nombreux aspects à deux reprises et à quinze années d'intervalle, via une monographie syndicale(2) en 1982 puis au travers d'une biographie de militant (3) en 1997) fut non seulement caractérisée par des phénomènes épousant et bien souvent précédant avec plus de vigueur ou d'audace chaque étape des mêmes processus à l'échelle nationale, mais elle fut fréquemment marquée par l'existence, au sein même des divers avatars de la gauche militante, de noyaux plus radicaux encore, rebelles et révolutionnaires à la fois. Ce n'est que de ceux-ci qu'il sera question ici.

LES QUARANTE HUITARDS

Un demi-siècle après la révolution de 1789 et quarante ans après les débuts de la révolution industrielle sur le continent, un corset de fer entrave la masse ouvrière à Verviers et la maintient, résignée et muette, dans une sujétion et dans une misère absolues. Comme le résumait fort bien un journal visétois en 1842, parlant de la cité lainière, « la moitié des habitants, vivant d'un travail journalier, est plongée dans la misère à la moindre stagnation dans le commerce des draps », tandis que « cinq ou six familles possèdent des fortunes colossales, et deux cents autres peuvent passer pour opulentes ».

A la tête de l'aristocratie industrielle et financière locale, la famille Biolley règne sur une bonne partie de la ville et sur des centaines de famille ouvrières. La puissance des richissimes Biolley irrite prodigieusement les esprits les plus à gauche dans la petite bourgeoisie verviétoise. La loge maçonnique « Les Philadelphes », qui fait et défait les listes électorales libérales dans les années 1840, regroupe bon nombre de ces esprits avancés. Or, si Verviers a alors une longueur d'avance sur tout le pays en matière industrielle, celle-ci se reflète également sur le plan des conceptions politiques : lors des élections communales partielles d'octobre 1845, la lutte entre petits bourgeois radicaux et grands bourgeois conservateurs fut telle que le professeur Els Witte, de la VUB, a pu dire que Verviers participait déjà alors à une véritable lutte de classes, un fait unique selon elle dans l'histoire électorale de cette période (4).

Cette élection communale suivait de quelques mois la démission du bourgmestre libéral et de plusieurs de ses colistiers, blâmés par la tutelle pour s'être opposés à la création par les Biolley d'un collège de Jésuites, contre lesquels les radicaux avaient suscité des manifestations populaires un an plus tôt. Ces émeutes ouvrières à

connotation politique – les premières du genre à Verviers depuis 1830 – ne furent pas sans gravité, on en parla dans la presse jusqu'en Angleterre et en Russie. Le *Times* du 7 octobre 1844 écrivait : « Travellers who have arrived here from Verviers say that the popular excesses which occurred there some days ago were much more serious than they are represented in Russian journals ».

Le scrutin de 1845 entraîna l'arrivée au sein du Conseil communal des deux leaders du radicalisme verviétois (et la démission simultanée de Biolley et de son beau-frère Simonis). De tous les conseils communaux où ils purent participer en Belgique avant 1848, c'est à Verviers que les radicaux auront le plus d'influence, à un moment privilégié où leurs idées avaient le vent en poupe sur les bords de la Vesdre. Leur organe de presse, le *Journal de Verviers*, s'efforça alors de mieux faire connaître l'état de dénuement de la classe ouvrière verviétoise : il publia le budget-type d'une famille de travailleurs pour démontrer que la misère la menaçait à tout instant. Il déplora l'incapacité du gouvernement à mieux organiser le travail et à amortir les effets de la concurrence illimitée sur les salaires.

Ainsi une poignée de précurseurs, après avoir orchestré les premières émeutes ouvrières anti-patronales dans la cité lainière, développa pour la première fois également des idées socialisantes dans un quotidien local, contribuant grandement à leur diffusion dans une population verviétoise plus sensible que d'autres, à l'époque, aux appels démocratiques.

Lorsqu'en février 1848, l'insurrection chasse le roi Louis-Philippe du trône de France puis instaure la République à Paris et que les démocrates s'enflamment dans toute l'Europe, Verviers n'est pas en reste. Dès début mars, une chanson appelant à un soulèvement circule dans les rues de Verviers, et un placard menaçant est affiché sur quelques murs. Son style chaotique et exalté en trahit l'origine : « A bas les prétendus frères des pauvres ouvriers de Verviers, le Vicomte de Biolley, Jules Grand'Ry et Simonis, et autrement que cela, du sang mais pas du sang de ces braves familles, l'appui du peuple, mais le sang de l'ouvrier, à demain Messieurs les pères du peuple ». Le texte est mystérieusement signé « a d f g et la suite ». On ne signale cependant aucun incident.

Fin avril, une scission se produit chez les radicaux. Les démocrates constituent un club républicain dont le nom fleure bon 1789 : la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme, provoquant par ricochet quelques semaines plus tard la mise en place d'une Union anti-républicaine qui, à l'instar de ce qui se passe dans les autres villes du pays touchées par le virus républicain, ralliera avec succès les conservateurs de tous poils qui font taire provisoirement leurs divergences idéologiques.

Le club républicain publie un manifeste le 22 mai et tient sa première séance publique le 29. Le Président de la Société est un jeune industriel, Hector Mottet, épaulé par le tout aussi jeune baron Hypollite de Steiger, rentier de son état, et des enseignants communaux qui y perdront leur emploi, Jean Humblet et Joseph Goffin. La Société des Droits et des Devoirs de l'Homme prend très vite de l'extension et obtient une assise réellement populaire : elle aurait selon la police 650 membres et quelque 2.000 sympathisants à l'hiver '48, et en mars '49, les indicateurs de la Sûreté estiment, plus d'un an après le début du processus révolutionnaire qui a secoué l'Europe, que « Verviers est toujours le point où les républicains sont le plus à craindre ».

Fondé et animé par des bourgeois, le club compte toutefois de nombreux ouvriers dans ses rangs. Afin de les préserver des représailles patronales, il est convenu qu'ils forment entre eux de petits comités de dix à douze hommes qui prennent l'engagement de se réunir par brigade à l'appel des dirigeants de la Société au jour fixé pour l'insurrection belge. Car il est beaucoup question de complot et de soulèvement révolutionnaire au sein du club verviétois tout comme dans les sociétés soeurs de Liège, de Bruxelles et d'ailleurs, avec lesquelles Mottet, de Steiger et Goffin principalement entretiennent des rapports permanents.

Les républicains mettent la Garde civique locale en émoi quant ils organisent, en février 1849, un banquet rassemblant jusqu'à quatre heures du matin 1.300 militants de tout le pays. La nuit s'achève par une réunion des principaux chefs du mouvement, où on décide qu'au jour du soulèvement, dont la date n'est toujours pas fixée, celui-ci sera lancé depuis Verviers. La Société des Droits et des Devoirs de l'Homme occupe décidément une place de choix dans le landernau républicain belge ! Mais les républicains n'en ont plus pour longtemps : après un autre banquet démocrate organisé à la fin mars 1849 à Molenbeek, au Prado, les principaux leaders sont arrêtés. Mottet est appréhendé à Verviers le 16 mai, incarcéré à Bruxelles, inculpé le 21 juillet (comme les autres dirigeants du mouvement) de complot contre la sûreté de l'Etat et traduit devant la Cour d'Assises du Brabant.

Durant son incarcération, Mottet tombe malade et le bruit de son décès imminent court dans les milieux amis. Mais le teinturier verviétois ne marchera pas sur les traces de Chapuis, martyr d'une autre Révolution. Au contraire, alors que les autres leaders sont condamnés à de très lourdes peines de prison et certains à mort, Mottet sera le seul acquitté de tous les accusés de « l'affaire du Prado ». Il rentre à Verviers le 31 août 1849. Boycottée par les industriels locaux, sa teinturerie périclita. Après un bref retour au Conseil communal au début des années '50, Mottet abandonne la politique. Il mourra en 1890, oublié de ses descendants spirituel

LE BOULEVARD DE L'INTERNATIONALE

Un peu moins de vingt ans après la dispersion du mouvement républicain à Verviers, ce sont les ouvriers tisserands eux-mêmes qui créent, fin 1867, le journal *Le Mirabeau* et le groupe des Francs-Ouvriers qui, sous la direction de Pierre Fluche notamment, s'affiliera à l'Internationale au printemps 1868 avant de se lancer dans une intense campagne de propagande dans toute la région, impressionnant le militant bruxellois Eugène Hins : « Si nous rencontrons partout la même intelligence et le même courage que chez les Francs-Ouvriers de Verviers. Ces gaillards-là qui sont de simples tisserands travaillant douze heures par jour, se sont fondés d'eux-mêmes, sans aucun secours de notre part, et ont immédiatement publié un journal mensuel (...). Chacun d'eux en prend plusieurs douzaine, et ils vont les répandre jusqu'à plusieurs lieues de la ville (...). Voilà des gaillards qui marchent tout seuls. Vous ne sauriez imaginer le courage et le dévouement de ces gens-là ».

En l'espace de deux ans environ (de décembre 1867 à la fin de 1869) les Francs-Ouvriers réussirent à susciter la création d'une dizaine de sections locales de l'Internationale et d'autant de syndicats professionnels, sans parler de nombreux autres groupes. La Fédération verviétoise de l'Internationale agit aussi sur le plan politique en poursuivant une propagande antimilitariste entamée dès le début des Francs-Ouvriers.

En août 1871, les mécaniciens verviétois obtiennent leur première réduction du temps de travail. Si les efforts des associations du textile pour obtenir le même résultat n'aboutissent pas, en revanche le mouvement des métallos verviétois en faveur des 10 heures fait tache d'huile dans le Hainaut, puis à Bruxelles, et même à Newcastle en Angleterre et à Chemnitz en Prusse. C'est la première fois, et pas la dernière si l'on songe au grand conflit de 1906, que les militants ouvriers verviétois donnent ainsi l'exemple au pays et même au continent industrialisé de la conquête pacifique d'un avantage social par la force du nombre et surtout de l'organisation. Les ouvriers du bassin de la Vesdre prennent aussi l'initiative en ces mêmes années 1870-1871 de réunions régulières publiques pour discuter, dans une sorte de « café politique » avant la lettre, des grands problèmes de société – initiative qui débouche sur une tentative originale (et aussi vaine que prématurée) de dialogue organisé avec le patronat local.

Alors que Verviers est un des plus solides bastions de l'internationale en Belgique et même en Europe, toute la décennie '70 y sera marquée par un conflit entre modérés et radicaux, ces derniers l'emportant jusqu'aux alentours de 1876. Si Pierre Fluche, à l'instar d'un César De Paepe, se situera entre Marx et Bakounine, tout en penchant longtemps pour le second sous l'influence de ses contacts épistolaires avec le leader jurassien James Guillaume, la tendance dure du mouvement ouvrier verviétois est symbolisée par Pierre Bastin et Emile Piette. Elle domine *Le Mirabeau* lorsque celui-ci écrit en 1872 – après le Congrès de La Haye qui a vu l'éviction de Bakounine de l'AIT, contre l'avis des Verviétois : « que l'Internationale ait donc aussi ses anarchistes et ses autoritaires, la Révolution saura bien reconnaître les siens ».

Plus modérés, les leaders bruxellois de l'Internationale craignent, selon les termes de Désiré Brismée, « que l'exaltation, qui caractérise les ouvriers de ce côté, n'amène une révolution qui, faite avant le temps, ne vienne à avorter ». Brismée admet en 1873 qu'à Verviers « se trouve le vrai courage, mais il y a là à craindre le caractère bouillant des individus que nous avons eu beaucoup de peine à empêcher, il y a quelques temps, de se lancer dans un mouvement révolutionnaire ».

Ce n'est qu'en 1876, dans un climat de débandade généralisé de l'Internationale, que les tenants des thèses anarchistes perdront peu à peu leur ascendant sur le mouvement ouvrier à Verviers. Evincés de la rédaction du *Mirabeau*, Emile Piette (qui en a été le rédacteur en chef bien que brouillé avec l'orthographe), Pierre Bastin, Gérard Gérombou, son épouse, Joseph Demoulin et Olivier Ruwette fondent le 1^{er} novembre 1876 le cercle d'économie sociale *L'Étincelle*. Ainsi structurés, en dehors de l'AIT, un groupe qui se présente comme le rassemblement des « anarchistes révolutionnaires », ces militants vont tenter en 1877, avec plus ou moins de succès, de reprendre leur mainmise sur la direction du *Mirabeau*, l'année même où Fluche se repositionne comme un des acteurs du mouvement ouvrier local... ou de ce qu'il en reste.

Les anarchistes reprennent momentanément le dessus à l'automne, lorsque se tient à Verviers, en septembre 1877, le neuvième Congrès de la vieille Internationale. On est loin des grands congrès des premières années de l'AIT, les étrangers sont à peine dix, mais c'est toute la fine fleur anarchiste européenne de l'époque : les Espagnols Morago et Vinas (qui voyagent tous deux sous de faux noms), les Italiens Andréa Costa et Ernesto Martini, les Français Paul Brousse et Jules Montels, les Suisses allemands Otto Rinke et Emile Werner (arrivés à pied de Berne où ils venaient tous deux d'être condamnés à la prison et au bannissement), James Guillaume pour la Fédération jurassienne, et le prince Kropotkine pour des groupes russes.

Ayant déjà séjourné à deux reprises à Verviers, en mars 1872 et janvier 1877, ce dernier appréciait les militants locaux – « ces tisserands en draps étaient l'une des populations les plus symboliques que j'aie jamais rencontrées dans l'ouest de l'Europe » écrira-t-il plus tard ⁽⁵⁾ – et il eut une certaine emprise sur Fluche avant le ralliement progressif de ce dernier aux thèses socialistes au détriment de ses convictions anarchistes. Ce Congrès international tenu à Verviers fut aussi le dernier de l'AIT, car un autre Congrès socialiste européen réuni dans la foulée à Gand marqua de manière évidente la division irrémédiable du mouvement ouvrier européen entre socialistes et anarchistes et la domination numérique des premiers.

L'ETINCELLE

En juillet 1878, les animateurs du cercle L'Étincelle renoncent définitivement au *Mirabeau* (qui cessera de paraître en 1880) et créent *Le Cri du Peuple*. Bimensuel « socialiste révolutionnaire et antireligieux », le journal va s'attacher à démontrer que la question sociale ne peut être résolue que par la lutte révolutionnaire. Les efforts doivent donc porter non sur des questions politiques, mais sur la préparation de la révolution par la propagande théorique et pratique : *Le Cri du Peuple* prône la réponse à la violence institutionnelle par la violence insurrectionnelle.

Edité par un tisserand ensivalois de 30 ans, Toussaint Malempré, *Le Cri du Peuple* est imprimé clandestinement. Son principal animateur, Piette, a quitté le textile pour s'établir bouquiniste depuis 1875 au moins, et il abrite la rédaction du journal. Celui-ci évolue dans un contexte très difficile. Le mouvement révolutionnaire a été décapité en Europe. Avec Budapest et Zurich, Verviers est encore considéré par le gouvernement impérial allemand comme un des « trois foyers principaux et les plus dangereux de l'Internationale en Europe »⁽⁶⁾, mais *Le Cri du Peuple* a toutes les peines du monde à survivre face à l'indifférence ou la lassitude du plus grand nombre des travailleurs verviétois.

Souvent, les anarchistes doivent distribuer gratuitement leur publication, et leurs ressources proviennent moins de la vente que des sacrifices que s'imposent les membres de L'Étincelle et leurs amis de l'extérieur : « Il ne faut pas demander à ceux qui ont fait un abonnement ou 10 cts pour un numéro du *Cri du Peuple*, il faut le donner pour rien, ce que nous faisons » écrit le journal. Une souscription dans les milieux révolutionnaires belges a beau rapporter quelque 323 francs, *Le Cri du Peuple* est à la merci du moindre coup dur.

Or, des poursuites sont engagées contre lui dès janvier 1879 pour incitation à l'illégalité et insulte envers le souverain. Editeur responsable, Malempré est condamné en juin 1879 à trois ans de prison – par défaut, car il s'est exilé avant le procès. L'imprimeur refuse de continuer à se charger du journal, un autre accepte pour un numéro seulement, qui paraît le 22 juin. Ce sera le dernier.

La disparition du *Cri du Peuple* n'entame pas l'énergie du noyau révolutionnaire des bords de Vesdre, qui va bénéficier durant quelques mois d'un contexte un peu plus favorable. Alors que les sociaux-démocrates peinent à s'organiser au niveau national, une importante tendance révolutionnaire se rassemble à Bruxelles à partir de 1879 autour du communard en exil Emmanuel Chauvière, qui suscite la création d'une trentaine de cercles révolutionnaires dans la capitale, regroupés en un « Comité central des cercles réunis ». Parallèlement à ces groupes socialistes révolutionnaires, les anarchistes bruxellois créent une Ligue collectiviste anarchiste dont le principal animateur est un ancien de l'Internationale, Laurent Verrycken. En septembre 1880, une Union révolutionnaire belge est créée. Elle tient son deuxième congrès en décembre à Verviers : vingt-cinq délégués y représentent une bonne trentaine de groupes.

C'est dans ce climat de regain d'agitation des groupuscules révolutionnaires et anarchistes dans le pays que L'Étincelle entreprend en août 1880 la diffusion d'un nouveau journal, légitimement baptisé *La Persévérance*. Cette fois, Piette, Bastin et Gérombou ont acquis leur propre matériel d'imprimerie. Ils comptent sur les collectes et distribuent gratuitement leur mensuel à tout qui en fait la demande. Les principes des rédacteurs sont intacts : hostiles aux socialistes, ils prônent la reconstitution de l'AIT dans une perspective révolutionnaire et consacrent beaucoup de leur énergie à critiquer les « endormeurs » réformistes et leur journal *La voix de l'ouvrier*, publié à Bruxelles par Louis Bertrand.

Mais la tâche est rude. *La Persévérance* meurt au bout d'un peu plus d'un an d'existence environ, faute de ressources, au lendemain d'un Congrès révolutionnaire international organisé à Londres en juillet 1881 – où l'Étincelle est un des six groupes belges représentés. Cette disparition annonce le déclin irréversible cette fois du groupuscule verviétois, les anarchistes étant poussés à ce moment dans leurs derniers retranchements par les socialistes à Verviers comme ailleurs.

Au milieu des années '80, Emile Piette abandonnera la lutte, en Belgique en tout cas. Il cède sa bouquinerie à Guillaume Davister, qui poursuivra le combat anarchiste avec son frère Jean, ouvrier tisserand. Avec d'autres révolutionnaires dont Gérombou, Piette s'exile en Argentine, où il ouvre à nouveau une librairie et recrée un deuxième cercle L'Étincelle. Son épouse, Marie, rejoint la petite colonie d'anarchistes verviétois exilés à Buenos-Aires en avril 1886. Piette y mourra en 1894, après un bref retour à Verviers.

QUATRE-VINGT-SIX ET SES SUITES

Les anarchistes verviétois n'ont pas joué un rôle dans les émeutes ouvrières de mars 1886 à Liège et en Hainaut, mais leur cercle l'Étincelle n'est pas resté inactif pour autant. Dès le 22 mars au plus tard, il fait circuler des listes de solidarité avec les victimes des fusillades liégeoises et prend contact avec les anarchistes de Liège et de Charleroi. L'Étincelle reçoit aussi la visite des anarchistes bruxellois Paul Gille et Henry Wysmans, qui se sont précipités en province à la nouvelle des troubles : ils y rencontrent le militant allemand Johan Neve qui opère alors à Verviers dans un trafic de propagande anarchiste allemande. Grâce à Neve, la Socialist League de Londres parvient à collecter des fonds au profit des mineurs belges, fonds que le leader de l'Étincelle Jean

Davister accompagné de Henry Wismans ira distribuer aux Borains au mois d'août en même temps que la bonne parole anarchiste (7).

Les anarchistes verviétois espèrent que cette expédition en Hainaut leur permettra d'y créer des groupes mais aussi de se procurer, écrivent-ils dans un courrier dont ils craignent sans doute l'interception, « du chocolat, chose que nous n'avons pas » : on devine de quel type de bâtons il s'agit... Mais si l'envie d'en découdre ne leur manque pas – ils sont admiratifs devant le « travail de démolition » accompli par les mineurs hennuyers au printemps – les anarchistes verviétois se singulariseront davantage, et longtemps, par la qualité et l'intensité de leur propagande écrite et parlée. Ils collaborent activement aux journaux bruxellois *Ni dieu ni maître* jusqu'en mai 1886 puis *La Liberté* à partir d'octobre, qu'ils prennent totalement en charge à la fin de l'année.

« Le cercle L'Étincelle devient peu à peu un monument dans les milieux révolutionnaires », analyse le spécialiste de l'histoire de l'anarchisme en Belgique, Jan Moutaert (8). Avec les frères Jean et Guillaume Davister, le drousseur François-Mathieu Fils semble être la troisième figure de proue du cercle à ce moment. Décidé à faire entendre la voix des anarchistes, Davister fait sensation devant la délégation de la Commission du Travail siégeant à l'Hôtel de Ville de Verviers, le 17 septembre 1886 en fin d'après-midi, avec cette déposition concise et singulière : « Les anarchistes ne demandent rien à la Commission, qui ne peut rien leur donner ». Sommé de s'expliquer sur cette déclaration incongrue, Davister se lance dans un exposé révolutionnaire – « La Commission d'enquête appartient aux classes qu'il faut supprimer, c'est pourquoi elle est impuissante » - qui lui vaut d'être expulsé.

A partir de décembre 1886, les anarchistes du cercle L'Étincelle se chargent de la publication du bimensuel *La Liberté*, jusque là réalisé à Bruxelles. Ils y critiquent « l'arme enfantine qui a nom bulletin de vote », appellent les ouvriers à se révolter « sans cesse, individuellement, par groupes, tout un pays s'ils le peuvent », dénoncent « les lâches fanfarons du Parti Ouvrier qui ne voient dans la propagande que des lauriers à récolter et des places à prendre ». Outre la rédaction et la diffusion de leur journal, les anarchistes organisent aussi des meetings : le 28 mars 1887 à Dison, le 26 mai suivant à Verviers, où un appel à la révolution est lancé. Pas moins de 1.500 personnes y répondent le lendemain soir en se rassemblant sur la place du Martyr ! Mais Davister, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt depuis la veille, a fui et personne ne le remplace pour haranguer la foule, que gendarmes et policiers dispersent sans résistance.

Faute de fonds, L'Étincelle cesse la publication de *La Liberté* en juin 1887. Avec l'aide notamment du Liégeois Cardinal et du Bruxellois Weisman, les frères Davister, épaulés ensuite par Hubert Sevrin d'Ensival, organisent encore des conférences publiques en mars '88 à Dison, en décembre suivant à Ensival et à Pépinster, en février et mars '89 à nouveau à Dison, Ensival et Cornesse, en avril '90 et en mars '91 à Verviers. Ces réunions, d'ailleurs de plus en plus espacées, n'attirent plus grand monde, de 30 à 80 personnes environ. Mais des résultats sont obtenus à Dison, où se crée un Cercle d'études sociales, puis à Ensival et Nessonvaux, où apparaissent aussi des cercles anarchistes, cependant qu'une Jeunesse libertaire voit le jour à Verviers.

Les militants anarchistes ne sont guère nombreux : en 1892, une liste de soixante noms établie par la police pour l'ensemble de la Province en cite seulement quinze habitant l'agglomération verviétoise. On y retrouve Jean et Guillaume Davister, François-Mathieu Fils, Hubert Malempré (le frère de l'éditeur du *Cri du Peuple* en 1879) et Hubert Sevrin, qui supplante peu à peu les frères Davister à la tête de ce petit noyau dur, autour duquel gravitent en permanence une cinquantaine de sympathisants.

Pendant un certain temps, socialistes et anarchistes vont se combattre tout en se tolérant mutuellement ; un meeting contradictoire est même organisé en novembre '87. Puis les choses se gâtent et en 1889, la diffusion des écrits anarchistes est interdite dans les meetings socialistes à Verviers.

LA PROPAGANDE DANS LES ANNEES '90

Les années '92-95 sont celles des premiers attentats anarchistes : au printemps 1892, presque en même temps que Paris où frappe alors Ravachol, la ville de Liège connaît une série d'attentats à la bombe. Leurs auteurs et leurs complices (dont l'ancien membre de la section allemande de l'Internationale à Verviers, Pierre Schleich) sont lourdement condamnés. La surveillance policière devient alors extrêmement étroite. Il n'y aura pas de bombes à Verviers, certes, mais dans ce contexte difficile pour les révolutionnaires, les Verviétois vont encore s'affirmer parmi les plus opiniâtres pour poursuivre la propagande écrite et les plus radicaux pour approuver ouvertement les attentats.

Le 1^{er} avril 1894, les anarchistes verviétois commencent la publication d'un nouveau bimensuel de combat, *Le Plébéien*. Son but ? Créer des révoltés. Les groupes doivent se former spontanément en vue d'actes de propagande, se désagréger et se reformer suivant les besoins. *Le Plébéien* peut publier quatre numéros sans encombre, en avril et mai 1894. Il y loue la « propagande par le fait », quel que soit l'acte posé par le militant, et dans cette optique fait l'apologie de l'attentat de Vaillant contre l'Assemblée nationale à Paris en décembre 1893.

Après cette incitation à la violence, la police visite les domiciles de tous les militants soupçonnés de collaborer au journal : un d'eux croit bien faire en détruisant alors tous les exemplaires du cinquième numéro, qui contient un nouvel article de la même veine. C'est ensuite l'imprimeur de la feuille qui, sous la pression des autorités judiciaires, détruit à son tour le numéro six à peine sorti de presse. Les anarchistes dénichent un nouvel imprimeur et lui portent la copie du numéro sept le 26 juin, soit le surlendemain de l'assassinat du Président français Sadi Carnot par l'anarchiste italien Caserio : l'imprimeur ne prend pas le risque de publier le journal. Comme un autre organe anarchiste (*L'Idée*) va paraître à Bruxelles, les Verviétois renoncent provisoirement au *Plébéien* après ces trois échecs.

Le Plébéien reparaît en janvier 1895 pour compenser la disparition de *L'Idée*. Il n'a guère varié ni dans ses principes ni dans son admiration pour Ravachol, Vaillant, Caserio, mais il prône néanmoins une réorientation de la propagande vers les masses, dans le cadre syndical notamment. Fait nouveau, les rédacteurs sortent de l'anonymat : Hubert Sevrin et Jean Bosson, tous deux d'Ensival, sont les principaux animateurs de la feuille, dirigée par le premier. Le journal paraît régulièrement jusqu'à la fin de l'année, soit vingt-cinq numéros en douze mois : c'est alors la plus importante tribune anarchiste, la seule paraissant en Belgique, dans laquelle les auteurs s'expriment avec une rare violence. Accueillant des textes de Kropotkine, Louise Michel, Jean Grave, *Le Plébéien* a une diffusion nationale et même internationale.

En accord avec les groupes de Liège et de Bruxelles, *Le Plébéien* cède la place en janvier 1896 à *La Débâcle sociale* qui doit être davantage une oeuvre collective que verviétoise, bien que toujours sous la direction d'Hubert Sevrin. *La Débâcle* devient même hebdomadaire en mars. Mais dès avril, les magistrats de Verviers inculpent Sevrin pour des articles parus dans les premiers numéros. Certain d'avance de sa condamnation, Sevrin insiste pour que ses compagnons tentent de maintenir le journal en vie après celle-ci. Mais *La Débâcle sociale* est interdite en même temps que Sevrin est condamné, en juin 1896, à quatorze mois de prison pour provocation au meurtre et au pillage. En décembre suivant, Jean Bosson tente bien d'assurer la relève en publiant *La Vérité* mais celle-ci ne tiendra que durant quelques semaines et c'en sera fini ensuite pendant près de dix ans de la dynamique presse anarchiste verviétoise ⁽⁹⁾.

L'ENJEU SYNDICAL AU DEBUT DU XX^E SIECLE

Avec Bruxelles et Liège, Verviers est donc resté dans la dernière décennie du XIX^e siècle un des trois grands centres de l'anarchisme en Belgique. On y trouve mention d'une Jeune garde libertaire, d'une troupe théâtrale Les Wallons, d'un groupe Les Ouvriers solidaires, d'une Union des tisserands soutenant financièrement le journal bruxellois *Ni dieu ni maître*. La présence depuis les années '70 d'un courant anarchiste dynamique en bord de Vesdre serait une des explications des relations complexes, au tournant du siècle, entre le POB et le mouvement syndical. C'est en tous cas l'idée de neutralité syndicale par rapport aux partis politiques qui sera au coeur de l'extraordinaire croissance du syndicalisme verviétois entre 1900 et 1906 sous l'influence du socialiste disonais Jean Roggeman.

La conception défendue par Roggeman répondait à plusieurs exigences : réaliser l'indispensable unité d'action des travailleurs en les écartant des conflits internes du POB local, tenir compte du grand nombre d'ouvriers verviétois affiliés à des mutualités apolitiques, de l'existence d'un courant démocrate chrétien décevant mais dynamique, et plus encore de la persistance d'un foyer anarchiste dont les animateurs, après avoir loué le terrorisme au milieu des années '90, se réorientent alors vers l'action sociale. La quasi permanence d'un groupe anarchiste plutôt « fort en gueule » dans la cité lainière depuis trente ans est un phénomène assez exceptionnel dans le pays et, même si ce groupe joue alors un rôle moins marquant dans le mouvement anarchiste belge, les militants ouvriers verviétois ne peuvent ignorer ses activités, y compris dans les milieux syndicaux. C'est ainsi qu'en février 1898, à l'initiative du syndicat de l'usine « La Vesdre » et de Hubert Sevrin, un congrès de syndicats indépendants s'était réuni à Verviers.

Le mouvement de syndicalisation s'accélère dans tous les corps de métier à Verviers durant les premiers mois de 1906. En mars, la Confédération syndicale verviétoise englobe plus de 11.000 travailleurs ; à l'automne, un maximum est atteint avec 16.275 syndiqués sur un peu plus de 20.000 ouvriers verviétois ! Dans le textile, le taux de syndicalisation est alors de près de 100%, dans la métallurgie également. Certains syndicats obtenant d'importants avantages à l'occasion des conflits qu'ils déclenchent, le nombre d'arrêts de travail ne cesse d'augmenter. L'agitation sociale atteint son point culminant en 1906. En septembre, le patronat décrète le lockout de toutes les usines textiles. Près de 16.000 travailleurs sont privés de travail durant quelque six semaines, au terme desquelles la première convention collective sectorielle est conclue le 30 octobre 1906.

Les syndicalistes ne parviendront pas à faire accepter ce compromis « historique » par les anarchistes verviétois, dont le groupe Les Iconoclastes est alors animé par deux rattachés du cardé, Alfred Vitrier et surtout Joseph Legrand, très connu dans les milieux syndicaux. Ils publient depuis février 1906 un mensuel de propagande, *L'Edicateur*. Dès la nouvelle de l'accord du 30 octobre, les anarchistes distribuent un tract dénonçant violemment le compromis accepté par les chefs syndicaux et appelant à continuer le combat : « Ouvriers, vous êtes trahis ! Vos meneurs ont capitulé, vendus ou poltrons... Ne cédez pas, luttiez jusqu'à la victoire finale ». Peine perdue, la reprise est générale le 5 novembre : l'audience des anarchistes se révèle ainsi quasi nulle à l'occasion de la fin du grand lock-out.

LA FIN D'UNE EPOQUE

L'éveil syndical de 1906 a donné une ardeur nouvelle aux anarchistes verviétois alors quelque peu en veilleuse depuis la disparition de *La Vérité* en 1897. Hubert Sevrin avait certes repris ses activités militantes après sa sortie de prison à l'été de cette année-là : en septembre, il participait à un meeting organisé contre l'exécution d'anarchistes espagnols. Mais on perd sa trace après 1902, tout comme on n'entend plus parler des frères Davister ou de Jean Bosson.

Les hommes qui animent le cercle Les Iconoclastes et publient *L'Educateur* à partir de février 1906 sont donc de nouveaux venus : autour des rattachés Legrand et Vitrier qui semblent être les nouvelles figures de proue du mouvement, les principaux militants révolutionnaires de l'époque sont Franz Vanberg, Jules Chalon, Yvan Moureau, L. Courtois, J. Poncelet, Chalsèche, Léonard, Gohy et un fabricant disonais nommé Francis. Après avoir tenté en vain de pousser les ouvriers à refuser l'accord mettant fin au lock-out, ces anarchistes créeront le 11 novembre 1906 un syndicat libre – c'est-à-dire indépendant de la Confédération dirigée par Roggeman – dont le nom et la devise sont à eux seuls tout un programme : « Plus d'autorité », « Notre ennemi, c'est notre maître ». Un souffle libertaire anime tous les statuts, et notamment par exemple cette disposition interdisant à une délégation de négocier au nom du syndicat, seule l'assemblée générale étant habilitée à le faire et à s'exprimer, uniquement d'ailleurs après des votes par correspondance.

Ce syndicat anarchiste ne rencontre guère de succès toutefois. Quant au mensuel *L'Educateur*, il est victime des mêmes actions de boycottage des imprimeurs et des mêmes poursuites judiciaires que ses devanciers du XIX^e siècle, et il disparaît avant la fin de l'année. En août 1907, les anarchistes le font reparaître sous le titre *Le Gueux*. Le nouveau journal s'en prend autant aux syndicats chrétiens, « valets du capitalisme », qu'aux responsables de la Confédération syndicale pour leur « capitulation » d'octobre 1906. Il accuse Roggeman d'avoir tenté de vendre les syndicats neutres au POB : à l'époque de sa candidature à Dison sur la liste socialiste aux élections communales d'octobre 1907, le leader syndical avait (vainement) soulevé dans *Le Travail* la problématique de l'affiliation des syndicats verviétois au Parti. Selon *Le Gueux*, il s'était ainsi laissé piéger par les dirigeants du POB, « venus tendre leurs filets à Verviers à la faveur du lock-out ».

Le Gueux disparaît après cinq numéros seulement. En fait, il change de titre, de format et de périodicité en janvier 1908 et devient *Le Pamphlétaire*, bimensuel – fameux effort de la part du groupuscule anarchiste ! Comme ses prédécesseurs, *Le Pamphlétaire* consacre l'essentiel de ses colonnes à fustiger les chefs locaux du POB et « la coterie qui gouverne nos moutons syndiqués ». Il cessera de paraître en 1909, mais un dernier bourgeois de cette dernière branche du courant révolutionnaire verviétois devait encore éclore – et succomber rapidement – en 1910 : *Germinal*, hebdomadaire de grand format reposant sur la fortune subite échue par héritage à un jeune anarchiste, qui décidait d'utiliser celle-ci pour installer une imprimerie dans le quartier de la rue des Fabriques.

Le mécène anarchiste se lassera rapidement, s'expatriera et précipitera la fin du journal, mais *Germinal* aura pu publier notamment – outre une prose amère dénonçant l'endormissement de la classe ouvrière par les organisations syndicales et les structures socialistes – des textes de Victor Kibaltchiche, dit Victor Serge, le révolutionnaire russe qui avait passé vers 1897 une partie de son enfance et de son exil familial itinérant dans la cité lainière (10). Une cité qui abrita également, en ces dernières années avant la guerre '14, l'adolescence d'un autre futur acteur de la révolution russe (mais au parcours moins rectiligne), le Français Henri Guilbeaux, alors lui aussi Verviétois d'adoption (11).

Rien, dans les souvenirs respectifs de Serge et de Guilbeaux, ne permet bien sûr d'affirmer que leur séjour d'enfance dans un milieu ouvrier verviétois marqué par un demi-siècle de combat démocratique et syndical d'avant-garde influença leurs engagements révolutionnaires ultérieurs. Ceux-ci ne purent en tous cas qu'être nourris par l'environnement urbain, social et politique d'une ville au faîte de sa puissance industrielle, surpeuplée, gorgée d'usines comme de taudis, et déjà désertée par son patronat pour les collines verdoyantes des alentours plus propices à leurs châteaux et à leurs villas.

(1) Freddy JORIS (direction scientifique), *Le XIX^e siècle verviétois*, Verviers, CTLM, 2002, 380 p.

(2) Freddy JORIS, *Histoire des métallurgistes verviétois*, Liège, Fondation André Renard, 1982, 242 p.

(3) Freddy JORIS, *Pierre Fluche et le mouvement ouvrier verviétois sous Léopold II*, Tubize, Gamma-Press, 1997, 404 p.

(4) Els WITTE, *Politieke machtstrijd in en om de voornaamste Belgische steden 1830-1848*, Bruxelles, 1973, p.385-387 et 402-403.

(5) Pierre KROPTKINE, *Autour d'une vie*, 2^e édition, 1902, p. 294.

(6) Lettre de l'Ambassadeur de Belgique à Berlin à Frère-Orban, Ministre des Affaires Etrangères, 3.12.1878 citée in H. WOUTERS, *Documenten betreffende de geschiedenis des arbeidersbeweging ten tijde van de Iste Internationale*, 3 volumes, 1963-1971, p. 1248.

(7) Lettre de A.Legros à Morin, 8.8.1886, in *Fonds Dave*, à l'Institut International d'Histoire sociale, Amsterdam.

(8) Jan MOULAERT, *Le mouvement anarchiste en Belgique*, Quorum, 1996, p. 75.

(9) Pour la conservation de la presse anarchiste verviétoise, je renvoie à mon étude sur *La presse verviétoise de 1850 à 1914* Louvain-Paris, Nauwelaert, 1982.

(10) Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Seuil, 1978, édition de poche (coll. Point), p.9.

(11) Henri Guilbeaux a notamment publié ses mémoires en 1933 sous le titre *Du Kremlin au Cherche-midi* et, en 1914, un roman autobiographique riche de descriptions de Verviers au tournant du siècle : *Joseph Solwaster*.